

*« Il y a davantage de classes dans la Russie soviétique d'aujourd'hui que dans celle de 1917, et que dans la plupart des autres pays du monde. Les bolcheviks ont créé une énorme bureaucratie soviétique qui jouit de privilèges spéciaux et d'une autorité presque illimitée sur les masses ouvrières et paysannes. »*

# IL N'Y A PAS DE COMMUNISME EN RUSSIE



**EMMA  
GOLDMAN**

**1934**

ZANZARA ATHEE

Écrit en anglais en 1934 sous le titre «Communism: Bolshevist and Anarchist, A Comparison», le texte «There is No Communism in Russia» a été publié dans *The American Mercury*, vol. XXXIV, en avril 1935. Il s'agit d'une version épurée du texte initial, celui-ci ayant été tronqué par l'éditeur, créant le mécontentement d'Emma Goldman. Mais l'article original semblant désormais introuvable, c'est une traduction de la version tronquée que vous vous apprêtez à lire. Le texte a été traduit en français par Zanzara athée.

Toutes les notes de bas de page sont de Zanzara athée.

Zanzara athée, juin 2017  
zanzara@squat.net  
[<https://infokiosques.net/zanzara>]  
Anticopyright.



Ci-dessous, quelques extraits du chapitre 52 de l'autobiographie d'Emma Goldman *Living My Life*, publiée la première fois à New York en 1931, à propos de son passage en Russie pendant deux ans, lors des premières années faisant suite à la révolution russe, en 1920-1921. Traduction de Cathy Bernheim et Annette Lévy-Willard:

On m'avait demandé d'assister à la conférence des anarchistes de Petrograd. Quelle ne fut pas ma surprise de découvrir que mes camarades devaient se réunir clandestinement ! Bill Shatoff nous avait pourtant rappelé leur rôle héroïque dans l'insurrection révolutionnaire. Alors pourquoi devaient-ils se cacher ?

La réponse à ma question vint très vite, de la bouche des ouvriers des aciéries de Putilov, des marins de Cronstadt, des soldats de l'Armée Rouge, et de l'un de nos vieux camarades qui, condamné à mort, avait réussi à s'enfuir : tous criaient leur angoisse et leur rancœur contre ceux qu'ils avaient mis au pouvoir. Ils parlaient de la trahison des bolcheviks, de l'esclavage des travailleurs, de l'impuissance des soviets, de la suppression des libertés, des prisons remplies de paysans, d'ouvriers, de soldats, de marins, de toutes sortes de rebelles. Ils me racontèrent l'attaque armée contre le siège des anarchistes à Moscou, sur ordre de Trotski, et les méthodes employées par la Tchéka qui procédait à des exécutions massives sans jugement.

(...)

Les horreurs cachées de la Russie révolutionnaire m'apparaissaient chaque jour davantage... La conférence des anarchistes de Moscou, des discussions avec des socialistes révolutionnaires et avec toutes sortes de gens commençaient à me dévoiler la réalité de la dictature qui se cachait derrière la mise en scène révolutionnaire. La situation était bien différente des proclamations officielles. C'étaient les réquisitions dans les villages par les soldats en armes, l'élimination de tous ceux qui osaient prendre position, la disparition des militants les plus dévoués et les plus courageux qui avaient permis aux bolcheviks d'arriver au pouvoir. C'étaient les raids nocturnes de la Tchéka qui réveillait la population terrifiée et fouillait partout pour trouver des documents secrets pendant que des soldats faisaient le guet dehors, dans l'espoir de mettre la main sur des suspects. Sur des inculpations très légères on envoyait souvent les gens en prison, ou en exil, quand on ne les exécutait pas.

Maintenant le bolchevisme était mis à nu devant moi, je ne pouvais toujours pas y croire. J'étais abasourdie, déconcertée, le sol se dérobaît sous mes pieds.

et dénonceront aux hommes de main de l'État les malheureux proches de coupables.

Ce nouveau décret devrait définitivement balayer tout doute subsistant encore à propos de l'existence d'un véritable communisme en Russie. Il s'écarte même du prétexte de l'internationalisme et des intérêts du prolétariat. Le vieil hymne internationaliste s'est maintenant transformé en un chant païen à la gloire de la patrie que la presse soviétique servile encense bruyamment : « La défense de la patrie est la loi suprême de la vie, et celui qui élève la main contre elle, qui la trahit, doit être éliminé. »

Il est désormais indéniable que la Russie soviétique est politiquement un régime de despotisme absolu, et économiquement la forme la plus crasseuse du capitalisme d'État.

**EMMA GOLDMAN**

## ***IL N'Y A PAS DE COMMUNISME EN RUSSIE***

### **I**

Le communisme est maintenant sur toutes les lèvres. Certains en parlent avec l'enthousiasme exagéré des néophytes, d'autres le craignent et le condamnent comme une menace sociale. Mais je suis presque sûre que ni ses admirateurs - la grande majorité d'entre eux - ni ceux qui le dénoncent n'ont une idée très claire de ce qu'est vraiment le communisme bolchevik.

De manière générale, le communisme est l'idéal d'égalité et de fraternité humaine. Il considère l'exploitation de l'humain par l'humain comme la source de tout esclavage et de toute oppression. Il maintient que l'inégalité économique mène à l'injustice sociale et est l'ennemie du progrès moral et intellectuel. Le communisme vise à créer une société sans classes, résultant de la mise en commun des moyens de production et de distribution.

Il enseigne que ce n'est que dans une société solidaire et sans classes que l'humain peut jouir de la liberté, de la paix et du bien-être.

Mon objectif, ici, était de comparer l'idée de communisme avec sa mise en application dans la Russie soviétique, mais à y regarder de plus près il s'agit d'une tâche impossible. En réalité, il n'y a pas de communisme en URSS<sup>1</sup>. Là-bas, pas un seul principe communiste, pas un seul élément de ses enseignements n'est appliqué par le Parti communiste.

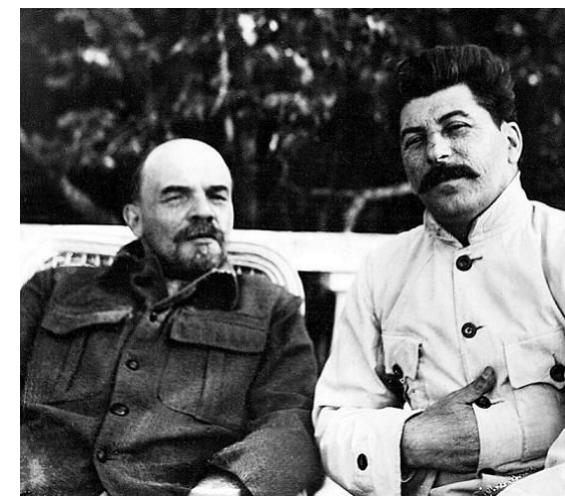
Pour certains, ce constat peut sembler complètement faux ; pour d'autres, il est immensément exagéré. Malgré tout, je suis persuadée qu'un examen objectif de la situation actuelle en Russie convaincra le lecteur sans préjugés que j'exprime l'entière vérité.

Tout d'abord, il est nécessaire de considérer l'idée fondamentale qui sous-tend le prétendu communisme des bolcheviks. Il est clair que celle-ci est centralisée, autoritaire, fondée presque exclusivement sur la coercition gouvernementale, sur la violence. Ce n'est pas le communisme de l'association volontaire, c'est un communisme étatique obligatoire. Cela doit être gardé en mémoire pour comprendre la méthode que l'État soviétique utilise pour mettre en oeuvre ses projets et donner l'impression que ceux-ci sont communistes.

La première condition du communisme est la socialisation des terres, des moyens de production et de distribution. Les terres et les machines socialisées appartiennent aux gens, afin d'être utilisées par des individus ou des groupes en fonction de leurs besoins. En Russie, les terres et les moyens de production ne sont pas socialisés, mais *nationalisés*. Le terme « nationalisé » est mal approprié, il est dénué de tout contenu. En réalité, il n'y a pas de

<sup>1</sup> Union des républiques socialistes soviétiques.

coupable. Soyons clairs, les otages n'ont rien de nouveau en URSS. Ils faisaient déjà partie de la terreur quand j'étais venue en Russie. Pierre Kropotkine et Vera Figner avaient protesté en vain contre cette tache noire sur l'écusson de la Révolution russe. Maintenant, après dix-sept ans de domination bolchevik, un nouveau décret a semblé nécessaire. Non seulement il renoue avec la pratique des otages, mais il punit aussi cruellement tout adulte appartenant à la famille du criminel, supposé ou réel. Le nouveau décret définit la trahison envers l'État comme « tout acte commis par des citoyens de l'URSS au détriment des forces armées de l'URSS, de son indépendance ou de l'inviolabilité de son territoire, tel que l'espionnage, la trahison de secrets militaires ou d'État, le passage à l'ennemi, la fuite ou le départ en avion vers un pays étranger ».



LÉNINE ET STALINE, OKLM...

Bien sûr, des traîtres ont été fusillés. Ce qui rend ce nouveau décret encore plus terrifiant, c'est la cruelle punition qu'il exige pour tout individu vivant avec la victime malchanceuse ou qui lui apporte de l'aide, que le « complice » soit au courant du délit ou en ignore l'existence. Il peut être emprisonné, exilé, ou même fusillé. Il peut perdre ses droits civiques, et être dépossédé de tout ce qu'il a. En d'autres termes, ce nouveau décret institutionnalise une prime pour tous les informateurs qui, afin de sauver leur propre peau, collaboreront avec la Guépéou pour se faire bien voir

et au ressentiment qu'éprouvent les masses. C'est pourquoi la terreur gouvernementale est plus forte en Russie soviétique que n'importe où ailleurs dans le monde civilisé actuel, parce que Staline doit vaincre et réduire en esclavage une centaine de millions de paysans tenaces. C'est la haine populaire envers le régime qui explique le prodigieux sabotage industriel en Russie, la désorganisation des transports après seize années de gestion militaire de fait ; cette haine populaire envers le régime explique aussi la terrifiante famine dans le Sud et le Sud-Est en dépit des conditions naturelles favorables, malgré les mesures les plus sévères prises pour obliger les paysans à semer et récolter, et malgré l'extermination et la déportation de plus d'un million de paysans dans les camps de travail forcé.

La dictature bolchevik est une forme d'absolutisme qui doit sans cesse se durcir pour survivre, qui réprime toute opinion indépendante et toute critique à l'intérieur du Parti, y compris au sein même de ses cercles les plus élevés et les plus fermés. C'est une caractéristique particulièrement significative de cette situation que le bolchevisme officiel tout comme ses agents, stipendiés ou bénévoles, sont constamment en train d'assurer au reste du monde : « tout va bien en Russie soviétique, tout va de mieux en mieux ». Ce type de discours est d'une crédibilité comparable aux propos d'Hitler insistant constamment sur son amour pour la paix alors qu'il renforce frénétiquement sa puissance militaire.

Loin de s'adoucir, la dictature devient chaque jour plus implacable. Le dernier décret contre les prétendus contre-révolutionnaires, ou les traîtres à l'État soviétique, devrait convaincre même certains des apologistes les plus ardents des miracles accomplis en Russie. Ce décret renforce les lois déjà existantes contre toute personne qui ne peut ou ne veut pas respecter l'infaillibilité de la Sainte Trinité, Marx-Lénine-Staline. Et les effets de ce décret sont encore plus drastiques et cruels contre toute personne jugée

richesse nationale. Une nation est une entité trop abstraite pour « posséder » quoi que ce soit. Que la propriété soit possédée par un individu ou par un groupe d'individus, elle repose dans tous les cas sur une réalité quantitativement définissable. Lorsqu'un bien n'appartient ni à un individu ni à un groupe, il est soit nationalisé soit socialisé. S'il est nationalisé, il appartient à l'État ; en clair, le gouvernement en a le contrôle et peut en disposer selon ses désirs et ses intentions. Mais si un bien est socialisé, chaque individu y a librement accès et peut l'utiliser sans l'ingérence de qui que ce soit.

En Russie, ni la terre, ni la production, ni la distribution ne sont socialisées. Tout est nationalisé et appartient au gouvernement, exactement comme la Poste aux États-Unis ou les chemins de fer en Allemagne ou dans d'autres pays européens. Il n'y a rien de communiste là-dedans.

Le reste de la structure économique de l'URSS n'est pas plus communiste que la terre ou les moyens de production. Toutes les sources d'existence sont la propriété du gouvernement central ; celui-ci a le monopole absolu du commerce extérieur ; les imprimeries appartiennent à l'État, tous les livres, toutes les feuilles de papier imprimé sont des publications du gouvernement. Pour résumer, le pays entier et tout ce qu'il contient sont la propriété de l'État, comme quand aux temps anciens tout était propriété de la Couronne impériale de Russie. Les quelques biens qui ne sont pas nationalisés, comme certaines vieilles maisons délabrées à Moscou, par exemple, ou de petits magasins miteux disposant d'un misérable stock de cosmétiques, sont uniquement tolérés, à tout moment ils peuvent être saisis par simple décret du gouvernement.

Une telle situation relève du capitalisme d'État, il serait grotesque d'y déceler quoi que ce soit de communiste.



## II

Penchons-nous maintenant sur les questions de la production et de la consommation, leviers de toute existence. Peut-être y dénicherons-nous un certain degré de communisme qui justifierait que nous utilisions le terme « communiste » pour décrire la vie en URSS, du moins à un certain niveau.

J'ai déjà fait remarquer que les terres et les moyens de production sont les propriétés de l'État. Les méthodes de production et les quantités qui doivent être produites par chaque industrie dans chaque atelier, chaque boutique, chaque usine, sont déterminées par l'État, par le gouvernement central - qui siège à Moscou - à travers ses différents organes.

De nos jours, la Russie est un pays très étendu, qui couvre environ un sixième de la surface des terres de la planète. Elle est peuplée par une population diverse de 165 millions de personnes. Elle comporte plusieurs grandes Républiques, de différentes ethnies et nationalités, chaque région ayant ses besoins et intérêts particuliers. Certes, la planification industrielle et économique a une importance vitale pour le bien-être d'une communauté. Le véritable communisme - l'égalité économique entre les humains et entre les communautés - exige que chaque communauté organise la planification la meilleure et la plus efficace, en se basant sur ses nécessités et possibilités locales. Une telle planification repose sur la liberté complète de chaque communauté de produire et de disposer de ses produits selon ses besoins, besoins qu'elle doit fixer elle-même : chaque communauté doit échanger son surplus avec d'autres communautés indépendantes sans que nulle autorité externe n'intervienne.

et le renforcement du pouvoir sont devenus leur seul objectif. Mais la soumission, l'exploitation et l'avalissement abjects ont également développé une nouvelle psychologie dans la grande masse des gens.

En Russie, la nouvelle génération est le produit des principes et méthodes bolcheviks. C'est le résultat de seize années de considérations officielles, les seules à être permises sur ce territoire. Ayant grandi sous un régime de monopole mortifère des idées et des valeurs, la jeunesse d'URSS ne connaît pratiquement rien sur la Russie elle-même, et encore moins sur le reste du monde. Cette jeunesse compte de nombreux fanatiques aveuglés, à l'esprit étroit et intolérant, elle est privée de toute perception éthique, dépourvue du sens de la justice et de l'équité. À ces aspects s'ajoute une classe de carriéristes, d'arrivistes et d'égoïstes dressés par le dogme bolchevik : « la fin justifie les moyens. » Néanmoins, il existe des exceptions dans les rangs de la jeunesse russe. Un bon nombre d'entre eux sont profondément sincères, héroïques et idéalistes. Ils voient et sentent la force des idéaux que professe bruyamment le Parti. Ils se rendent compte que les masses ont été trahies. Ils souffrent profondément du cynisme et du mépris que le Parti prône envers toute émotion humaine. La présence des *komsomoltsi* dans les prisons politiques soviétiques, les camps de concentration et l'exil, et les risques incroyables que certains d'entre eux prennent pour s'évader de ce pays prouvent que la jeune génération n'est pas seulement composée d'individus serviles ou craintifs. Non, toute la jeunesse russe n'a pas été transformée en pantins, en fanatiques ou en adorateurs du trône de Staline et du mausolée de Lénine.

La dictature est devenue une nécessité absolue pour la survie du régime. Car là où règnent un système de classes et l'inégalité sociale, l'État doit recourir à la force et à la répression. La brutalité d'une telle situation est toujours proportionnelle à l'amertume

## V

Toutes ces caractéristiques se trouvent dans le système soviétique actuel. Il faut faire preuve d'une naïveté impardonnable, ou d'une hypocrisie encore plus impardonnable, pour prétendre - comme le font les apologistes du bolchevisme - que le travail forcé en Russie démontre « l'auto-organisation des masses dans le domaine de la production ».

Étrangement, j'ai rencontré des personnes apparemment intelligentes qui prétendent que grâce à de telles méthodes les bolcheviks « sont en train de construire le communisme ». Vraisemblablement, ces personnes pensent qu'une telle construction consiste à détruire brutalement, physiquement et moralement les meilleures valeurs de l'humanité. D'autres font semblant de penser que la route vers la liberté et la coopération passe par l'esclavage ouvrier<sup>12</sup> et la répression intellectuelle. Selon eux, inculquer le poison de la haine et de la jalousie, de l'espionnage universel et de la terreur, constitue pour l'humanité et l'esprit fraternel la meilleure préparation au communisme.

Je ne le pense pas. Je pense qu'il n'y a rien de plus pernicieux que d'avilir un être humain et d'en faire le rouage d'une machine sans âme, de le transformer en serf, en espion ou en victime d'un espion. Rien n'est plus corrompeur que l'esclavage et le despotisme.

Il y a une psychologie commune à toutes les formes d'absolutisme politique et de dictature : les moyens et les méthodes utilisés pour atteindre un but donné finissent par devenir le but lui-même. L'idéal du communisme, du socialisme, a cessé depuis longtemps d'inspirer la classe des chefs bolcheviks. Le pouvoir

<sup>12</sup> Emma Goldman utilise ici le terme de « labor slavery ».

Telle est la nature politico-économique fondamentale du communisme. Cela n'est ni fonctionnel ni possible sur d'autres bases. Le communisme est nécessairement libertaire, anarchiste.

Il n'y a pas la moindre trace de ce communisme - c'est-à-dire, de tout communisme - en Russie soviétique. En fait, là-bas, la seule allusion à une telle organisation est considérée comme criminelle, et toute tentative de la mettre en pratique est punie de mort.

La planification industrielle, ainsi que tous les processus de production et de distribution, se trouvent entre les mains du gouvernement central. Le Conseil économique suprême est uniquement soumis à l'autorité du Parti communiste, il est totalement indépendant de la volonté ou des désirs des gens qui composent l'URSS. Son travail est dirigé par les politiques et les décisions du Kremlin. Cela explique pourquoi la Russie soviétique a exporté d'énormes quantités de blé et d'autres céréales tandis que de vastes régions dans le sud et le sud-est de la Russie étaient frappées par la famine, au point que plus de deux millions de personnes sont mortes de faim (1932-1933).

La « raison d'État » est responsable de cela. Depuis des temps immémoriaux, cette expression a servi à masquer la tyrannie, l'exploitation et la détermination de tout dirigeant à prolonger et perpétuer sa loi. Accessoirement, je signale que malgré la famine qui a affecté tout le pays et le manque des ressources les plus élémentaires pour vivre en Russie, le premier plan quinquennal visait uniquement à développer l'industrie lourde, industrie qui sert ou peut servir à des objectifs *militaires*.

Il en est de même pour la distribution et toutes les autres formes d'activité. Toutes les parties constitutives de l'Union soviétique sont privées d'existence indépendante, pas uniquement les villes et les villages. Politiquement, elles sont tout simplement

subordonnées à Moscou, leurs activités économiques, sociales et culturelles sont conçues, planifiées et sévèrement contrôlées par la « dictature du prolétariat » à Moscou. Pire encore : la vie de chaque localité, et même de chaque individu, dans les prétendues républiques « socialistes » est gérée dans les moindres détails par la « ligne générale » fixée par le « centre ». En d'autres termes, par le Comité central et le Politburo<sup>2</sup>, tous deux sous le contrôle total d'un seul homme, Staline. Donner le nom de « communisme » à une telle dictature, cette autocratie plus puissante et plus absolue encore que celle de n'importe quel tsar, c'est atteindre le sommet de l'imbécillité.

### III

Voyons maintenant comment le « communisme » bolchevik influence la vie des masses et de l'individu.

Certains naïfs croient qu'au moins quelques caractéristiques du communisme ont été introduites dans la vie des Russes. J'aimerais y croire également, ce serait un signe encourageant, la promesse d'un développement potentiel dans cette direction. Mais la vérité est qu'à aucun moment il n'a été tenté d'appliquer les principes communistes sous une forme ou sous une autre, ni dans aucun des aspects de la vie soviétique, ni dans les relations sociales, ni dans les relations inter-individuelles. Comme je l'ai souligné auparavant, la moindre suggestion que le communisme puisse

2 Le Politburo (en russe, contraction de Политическое бюро, « bureau politique »), est institué en 1919 en tant que « Politburo du Comité Central du Parti communiste de l'Union soviétique ». Il était le premier conseil (organe suprême) du Comité central du Parti communiste de l'Union soviétique qui définissait sa ligne directrice, et déterminait les politiques suivies par l'URSS. L'autorité du Politburo se superposait à celle du gouvernement officiel de l'URSS (successivement appelé le Conseil des commissaires du peuple, puis le Conseil des ministres). La fonction de Secrétaire général du Comité central, chargé de coordonner les activités du Politburo, a été créée en 1922, son premier titulaire étant Joseph Staline.

dans certaines parties du pays, a été réinstaurée pour toute la population par l'introduction du nouveau système de passeport soviétique. Au-dessus de toutes ces classes, règne la Guépéou<sup>10</sup>, institution redoutée, secrète, puissante et arbitraire, véritable gouvernement à l'intérieur du gouvernement. La Guépéou, à son tour, possède ses propres divisions de classe. Elle a ses forces armées, ses établissements commerciaux et industriels, ses propres lois et réglementations, et dispose d'une vaste armée d'esclaves condamnés au travail forcé. Même dans les prisons et camps de concentration soviétiques, il y a différentes classes avec des privilèges spéciaux.

Sur le terrain de l'industrie, on trouve le même genre de « communisme » que dans l'agriculture. Un système Taylor soviétisé<sup>11</sup> fonctionne dans toute la Russie, combinant des normes de qualité minimales et le travail à la pièce - le plus haut degré d'exploitation et de dégradation humaine, impliquant aussi des différences infinies de salaires et de rémunérations. Les paiements se font en argent, en rations, en réductions de charges (loyers, électricité, etc.), sans parler des primes et des récompenses spéciales pour les *oudarniki*. Pour résumer, c'est le *salariat* qui fonctionne actuellement en Russie.

Ai-je besoin de préciser qu'un système économique basé sur le salariat ne peut être considéré comme ayant le moindre lien avec le communisme ? Il en constitue son antithèse.

10 La Guépéou (ou GPU, ГПУ en russe, « Direction Politique d'État ») est le deuxième nom de la police d'État de l'URSS entre 1922 et 1934. La Guépéou est constituée en février 1922 à partir de la Tchéka (premier nom de la police politique soviétique) comme « commissariat de l'Union ». Elle est ensuite fusionnée avec le NKVD (Commissariat du peuple aux Affaires intérieures) en juillet 1934.

11 Frederick Winslow Taylor, ingénieur étasunien (1856-1915), a défini une forme d'organisation scientifique du travail, reprise également par nombre de ses disciples à partir des années 1880, connue sous le nom de taylorisme.



gouvernement bolchevik suit exactement la même politique qu'auparavant, voire pire. Il a effectué quelques changements politiques et économiques superficiels, mais fondamentalement il est resté exactement le même État, basé sur le même principe de violence et de coercition, utilisant les mêmes méthodes de terreur et de contrainte que pendant la période 1920-1921.

Il y a davantage de classes dans la Russie soviétique d'aujourd'hui que dans celle de 1917, et que dans la plupart des autres pays du monde. Les bolcheviks ont créé une énorme bureaucratie soviétique qui jouit de privilèges spéciaux et d'une autorité presque illimitée sur les masses ouvrières et paysannes. Au-dessus de cette bureaucratie se trouve une classe encore plus privilégiée, celle des « camarades responsables », la nouvelle aristocratie soviétique. La classe industrielle est divisée et subdivisée en une multitude de catégories : les *oudarniki* (ces troupes de « travailleurs de choc » à qui l'on accorde différents privilèges), les « spécialistes », les artisans, les ouvriers ordinaires et les manoeuvres. Il y a les « cellules » d'usine, les comités d'usine, les pionniers<sup>7</sup>, les *komsomoltsi*<sup>8</sup>, les membres du Parti, qui tous jouissent d'avantages matériels et d'autorité. Il existe aussi la vaste classe des *lishenti*, les personnes privées de droits civiques, dont la plupart n'ont pas la possibilité de travailler ni le droit de vivre dans certains endroits, elles sont pratiquement privées de tout moyen d'existence. La fameuse « zone de résidence »<sup>9</sup> de l'époque tsariste, qui interdisait aux Juifs de vivre

7 L'Organisation Vladimir Lénine des Pionniers était une organisation de jeunesse, fondée en mai 1922 après l'interdiction du scoutisme en URSS. Les enfants intégraient cette organisation à 10 ans et y restaient jusqu'à leurs 15 ans.

8 Union des jeunesses léninistes communistes, créée en octobre 1918. Après les Pionniers soviétiques, les enfants y entraient à l'âge de 15 ans et pouvaient y rester jusqu'à leurs 28 ans.

9 La Zone de Résidence (en russe, *Черта оседлости*) était la région ouest de l'Empire russe, frontalière avec les puissances d'Europe centrale, où les Juifs étaient cantonnés par le pouvoir impérial de 1791 à mars 1917.

être libre et volontaire est taboue en Russie. Une telle conception est même considérée comme contre-révolutionnaire et relève de la haute trahison contre l'infaillible Staline et le sacro-saint Parti « communiste ».

Et je ne parle même pas ici de communisme libertaire, anarchiste. Ce que j'affirme, c'est qu'en Russie soviétique il n'y a pas la moindre trace de communisme, même d'État, même autoritaire. Jetons donc un oeil aux faits de la vie quotidienne dans ce pays.

L'essence du communisme, même de type coercitif, est l'absence de classes sociales. L'introduction de l'égalité économique en constitue la première étape. Telle a été la base de toutes les philosophies communistes, même si elles diffèrent entre elles sur d'autres aspects. Leur objectif commun était d'assurer la justice sociale ; toutes affirmaient qu'on ne pouvait parvenir à la justice sociale sans établir l'égalité économique. Même Platon, qui prévoyait l'existence de différentes catégories intellectuelles et morales dans sa République, s'était prononcé en faveur de l'égalité économique absolue, les classes dirigeantes ne devant pas y jouir de privilèges ou de droits plus importants que ceux situés en bas de l'échelle sociale.

Au risque de me voir condamnée pour avoir dit toute la vérité, je dois affirmer sans équivoque et sans réserve que la Russie soviétique représente le cas exactement opposé. Le bolchevisme n'a pas aboli les classes en Russie : il a simplement inversé leurs relations antérieures. En fait, il a même multiplié les divisions sociales qui existaient avant la Révolution.

Quand je suis arrivée en Russie en janvier 1920, j'ai découvert d'innombrables catégories économiques, fondées sur les rations alimentaires distribuées par le gouvernement. Le marin recevait la meilleure ration, supérieure en qualité, en quantité et en variété à la nourriture que mangeait le reste de la population.

C'était l'aristocrate de la Révolution ; sur le plan économique et social, il était considéré universellement comme appartenant aux nouvelles classes privilégiées. Après lui, venait le soldat, l'homme de l'Armée rouge, qui recevait une ration bien moindre, notamment avec moins de pain. Puis venait l'ouvrier travaillant dans l'industrie militaire ; enfin venaient les autres ouvriers, eux-mêmes divisés en ouvriers qualifiés, artisans, manoeuvres, etc. Chaque catégorie recevait un peu moins de pain, de matières grasses, de sucre, de tabac et des autres produits (lorsqu'il y en avait). Les membres de l'ancienne bourgeoisie, classe officiellement abolie et expropriée, appartenaient à la dernière catégorie économique et ne recevaient pratiquement rien. La plupart d'entre eux ne pouvaient avoir ni travail ni logement - et personne ne se souciait de la façon dont ils allaient survivre - sans se mettre à voler ou à rejoindre les armées contre-révolutionnaires ou les bandes de pillards.

La possession d'une carte rouge, prouvant l'appartenance au Parti communiste, permettait de se placer au-dessus de toutes ces catégories. Chaque membre du Parti communiste bénéficiait d'une ration spéciale, pouvait manger dans la *stolovaya*<sup>3</sup> du Parti et avait le droit, surtout s'il était recommandé par un responsable plus élevé, à des sous-vêtements chauds, des bottes en cuir, un manteau de fourrure ou d'autres articles de valeur. Les bolcheviks les plus éminents disposaient de leurs propres restaurants, auxquels les membres ordinaires du Parti n'avaient pas accès. A l'Institut Smolny, qui abritait alors le quartier général du gouvernement de Petrograd<sup>4</sup>, il existait deux restaurants,

3 Cantine.

4 L'Institut Smolny est un édifice palladien de Saint-Pétersbourg. Pendant la Révolution russe de 1917, il a été choisi par Lénine comme quartier général des bolcheviks et a été la résidence de Lénine pendant plusieurs mois, jusqu'au moment où le gouvernement soviétique a été déplacé au Kremlin de Moscou. Après cela, l'Institut Smolny devint le siège de la section locale du Parti communiste, dans les faits l'Hôtel de Ville de Petrograd puis de Léninegrad - noms successivement portés par Saint-Pétersbourg avant 1991.

principalement de la paysannerie. Le mot d'ordre a donc été proclamé : il fallait donner aux paysans la possibilité d'accéder à un « bien-être » plus important. Cette « nouvelle » politique n'est qu'un répit momentané pour les paysans. Elle n'est pas plus communiste que les précédentes politiques agricoles. Depuis les débuts du pouvoir bolchevik jusqu'à maintenant, l'État n'a fait qu'exproprier d'une manière ou d'une autre, avec plus ou moins d'intensité, mais toujours dans la continuité d'un même processus de vol d'État de la paysannerie, de prohibitions, de violences, de chicaneries et repréailles, comme aux pires jours du tsarisme et de la guerre mondiale<sup>6</sup>. La politique actuelle n'est qu'une variante du « communisme de guerre » de 1920-1921, avec encore plus d'éléments militaires et encore moins de « communisme ». Son « égalité » est celle d'un pénitencier ; sa « liberté » celle d'une chaîne de forçats. Pas étonnant que les bolcheviks déclarent que la liberté est une conception bourgeoise.

Les apologistes de l'Union soviétique insistent sur le fait que le vieux « communisme de guerre » était justifié au début de la Révolution, à l'époque du blocus et des fronts militaires. Mais plus de seize années ont passé depuis. Il n'y a plus ni blocus, ni combats sur les fronts, ni contre-révolution. Tous les grands gouvernements du monde ont reconnu la Russie soviétique. Le gouvernement soviétique met en avant sa bonne volonté vis-à-vis des États bourgeois, sollicite leur coopération et entretient d'importantes relations commerciales avec eux. En réalité, il a des relations amicales même avec Mussolini et Hitler, ces fameux champions de la liberté. Il aide le capitalisme à faire face à ses tempêtes économiques en achetant des millions de dollars de marchandises et en lui ouvrant de nouveaux marchés.

Voici donc, dans les grandes lignes, ce que la Russie soviétique a accompli durant les dix-sept années qui ont suivi la Révolution. Mais en ce qui concerne le communisme proprement dit, le

6 1914-1918.

« l'industrialisation » de l'agriculture, la « transformation du paysan en prolétaire ». Dans le *kolkhoze*, la terre n'appartient que nominale­ment au village. En fait, elle est la propriété du gouvernement. Celui-ci peut à tout moment - et il le fait souvent - réquisitionner les membres du *kolkhoze* et leur ordonner de partir travailler dans d'autres régions, ou les exiler dans de lointains villages pour cause de désobéissance. Les *kolkhozes* sont gérés collectivement mais le contrôle gouvernemental est tel que c'est comme s'ils avaient été expropriés par l'État. Celui-ci fixe les taxes qu'il veut ; il décide du prix des céréales et des autres produits qu'il achète. Ni le paysan en tant qu'individu ni le soviet du village n'ont leur mot à dire. Imposant de nombreux prélèvements et des emprunts gouvernementaux obligatoires, l'État s'approprie les produits des *kolkhozes*, et se donne la possibilité d'invoquer des délits réels ou supposés pour les punir en réquisitionnant toutes leurs céréales.

Il est clair que la terrifiante famine de 1921 a été provoquée principalement par la *razverstka*, la méthode d'expropriation impitoyable pratiquée à l'époque<sup>5</sup>. C'est à cause de cela, et de la révolte qui en a résulté, que Lénine a décidé d'introduire la NEP - la Nouvelle politique économique - qui limitait les expropriations menées par l'État et permettait aux paysans de disposer de certains de leurs surplus pour leur propre usage. La NEP améliora immédiatement les conditions économiques dans le pays. La famine de 1932-1933, elle, a été déclenchée par un retour aux méthodes « communistes » des bolcheviks : la collectivisation forcée.

On retrouvait alors la même situation qu'en 1921, ce qui a contraint Staline à revoir un peu sa politique. Il a compris que le bien-être d'un pays, surtout à dominante agraire comme la Russie, dépend

---

5 La *razverstka* était la méthode d'acquisition des céréales par le pouvoir bolchevik pendant la période du « communisme de guerre », entre 1918 et 1921.

un pour les communistes les mieux placés, un autre pour ceux d'importance moindre. Zinoviev, alors président du soviet de Petrograd et véritable autocrate du District du Nord, ainsi que d'autres membres du gouvernement prenaient leurs repas chez eux, à l'Astoria, autrefois le meilleur hôtel de la ville, devenu la première Maison du soviet, où ils vivaient avec leurs familles.

Plus tard, je constatais la même situation à Moscou, Kharkov, Kiev, Odessa - partout dans toute la Russie soviétique.

Voilà ce qu'était le « communisme » bolchevik. Ce système a eu des conséquences désastreuses, causant de l'insatisfaction, du ressentiment et de l'antagonisme à travers le pays, provoquant des sabotages dans les usines et les campagnes, des grèves et des révoltes... On dit que l'humain ne vit pas que de pain. C'est vrai, mais sans pain il ne peut pas vivre du tout. Pour les individus lambda, pour les masses russes qui ont versé leur sang pour la libération de leur pays, le système différencié de rations symbolisait le nouveau régime. Le bolchevisme représentait pour eux un énorme mensonge, car il n'avait pas tenu sa promesse d'instaurer la liberté, celle-ci comprenant pour eux la justice sociale et l'égalité économique. L'instinct des masses les trompe rarement ; dans ce cas il s'avéra prophétique. Pourquoi s'étonner par conséquent que l'enthousiasme général pour la Révolution se soit rapidement transformé en désillusion et en amertume, en résistance et en haine ? Combien de fois des ouvriers russes se sont plaints à moi : « Cela nous est égal de travailler dur et d'avoir faim. C'est l'injustice qui nous importe. Si le pays est pauvre, s'il y a peu de pain, alors partageons entre tous le peu qu'il y a, mais partageons-le équitablement. Actuellement, la situation est la même qu'avant la Révolution ; certains reçoivent beaucoup, d'autres moins, et d'autres rien du tout. »

Le système bolchevik de privilèges et d'inégalités n'a pas été long à produire des conséquences inévitables. Il a créé et favorisé les

antagonismes sociaux ; il a éloigné les masses de la Révolution, paralysé leur intérêt pour elle, étouffé leurs énergies et contribué à anéantir tous les projets révolutionnaires. Le même système de privilèges et d'inégalités, renforcé et perfectionné, sévit encore aujourd'hui.

La Révolution russe était un bouleversement social au sens le plus profond : sa tendance fondamentale était libertaire, son but essentiel était l'égalité économique et sociale. Bien avant les journées d'octobre-novembre 1917, le prolétariat urbain avait commencé à s'emparer des ateliers, des boutiques et des usines, pendant que les paysans expropriaient les grandes propriétés et mettaient en commun les terres. Le développement continu de la Révolution dans une direction communiste dépendait de l'unité des forces révolutionnaires et de l'initiative directe, créatrice, des masses laborieuses. Les gens étaient enthousiasmés par les grands objectifs qu'ils avaient devant eux ; ils s'appliquaient passionnément, énergiquement, à reconstruire une nouvelle société. Seuls ceux qui avaient été exploités pendant des siècles étaient capables de trouver librement le chemin vers une société nouvelle, régénérée.

Mais les dogmes bolcheviks et l'étatisme « communiste » ont constitué un obstacle fatal aux activités créatrices des gens. La caractéristique fondamentale de la psychologie bolchevik est sa méfiance envers les masses. Leurs théories marxistes, en concentrant exclusivement le pouvoir entre les mains du Parti, aboutirent rapidement à la destruction de toute coopération révolutionnaire, à l'élimination brutale et arbitraire des autres partis et mouvements politiques. Les tactiques bolcheviks ont abouti à l'éradication systématique du moindre signe de mécontentement, à l'étouffement des critiques et à l'écrasement des opinions indépendantes, des efforts et des initiatives populaires. La dictature communiste, avec son extrême centralisation mécanique, a frustré les activités économiques et industrielles du

pays. Les masses étaient démunies de la possibilité de façonner les politiques de la Révolution et ne pouvaient même pas prendre part à l'administration de leurs propres affaires. Les syndicats ont été gouvernementalisés et transformés en transmetteurs des ordres de l'État. Les coopératives populaires - ces nerfs vitaux de la solidarité active et de l'entraide entre villes et campagnes - ont été liquidées. Les soviets de paysans et d'ouvriers ont été vidés de leur contenu et transformés en comités obéissants. Le gouvernement a monopolisé chaque phase de la vie. Une machine bureaucratique a été créée, épouvantable par son inefficacité, sa corruption et sa brutalité. La Révolution était séparée des gens, condamnée à périr ; et au-dessus de tous planait le redoutable glaive de la terreur bolchevik.

Tel était le « communisme » des bolcheviks au cours des premières étapes de la Révolution. Chacun sait qu'il provoqua la paralysie complète de l'industrie, de l'agriculture et des transports. C'était la période du « communisme de guerre », de la conscription paysanne et ouvrière, de la destruction totale de villages paysans par l'artillerie bolchevik - toutes ces mesures sociales et économiques « constructives » du communisme bolchevik qui ont abouti à la terrifiante famine de 1921.

## IV

Qu'en est-il aujourd'hui ? Ce « communisme » a-t-il changé de nature ? Est-il différent du « communisme » de 1921 ? A mon grand regret je dois bien affirmer que, malgré toutes les décisions politiques et les nouvelles mesures économiques bruyamment annoncées, le « communisme » bolchevik est fondamentalement le même qu'en 1921. Aujourd'hui en Russie soviétique, la paysannerie est entièrement dépossédée de ses terres. Les *sovkhoses* sont des fermes gouvernementales sur lesquelles les paysans travaillent en échange d'un salaire, exactement comme les ouvriers dans les usines. Les bolcheviks appellent cela